

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des
Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

№ 00003 *****

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°-----/AONR/MINFI/CIPM/2026
DU 06 MAI 2026 ----- POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT
TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM)
POUR LE COMPTE DES EXERCICES 2025, 2026, 2027 ET CLOTURE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Cabinet chargé de réaliser l'audit technique, comptable et financier du Projet Centres de Formation aux Métiers (CFM) pour le compte des exercices 2025, 2026, 2027 et clôture.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00016/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 du 07 août 2025, publié le 20 août 2025 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- **les états financiers** du Projet donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- **les fonds alloués** au Projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies) ;
- **les marchés** ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité ;
- **le système de contrôle interne** mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- **les marchés** ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été

respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;

- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;
- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés ;
- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- Vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées/ documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- Vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement.

3. Exercice/Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées pour les exercices annuels 2025, 2026, 2027 et clôture.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est de cinquante millions (50 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour tous les exercices à auditer (3 audits annuels).

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de *soixante (60) jours* ouvrables pour chacun des exercices à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00016/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 du 07 août 2025, pour les prestations susvisées :

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	AUDIT CONSEIL FORMATION	B.P : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
2	ARC AUDIT & CONSULTING SARL	B.P : 6297 Yaoundé-Cameroun	(237) 222 21 36 31 / (237) 699 90 97 59 / (237) 676 91 92 92
3	FORVIS MAZARS CAMEROUN S. A	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
4	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	B.P: 12628 Douala – Cameroun	654 188 968 / 682 838 665 / 657 946 901
5	SYNEX CONSULTING SARL	02 BP 8063 Cotonou – Bénin	+229 0163400088 / 0166266775

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés

aux audits sur la Convention du Pilotage 2 du C2D.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au **Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D)** sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission que ce soit en ligne ou hors ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le **29 JUN 2026** à 13 Heures précises et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 00003
/AONR/MINFI/CIPM/2026 DU **08 MAI 2026** POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE
DE REALISER L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET CENTRES DE FORMATION
AUX METIERS (CFM) POUR LE COMPTE DES EXERCICES 2025, 2026, 2027 ET CLOTURE

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

12. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la

Commission de Passation des Marchés.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **29 JUN 2026** à 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de **80 points sur 100** seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

14. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.¹ Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence de l'offre financière témoin ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale ;
- L'absence des CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu

¹ Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché soumissionnaires

et approuvé ».

15.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre : 5 points
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 50 points ;
- Solvabilité et capacités financières : 5 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque exercice, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D) situé à NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'Immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé E-mail : minfi_ctb_stadec2d@yhoo.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé, le

06 MAI 2026

Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono



LOUIS PAUL MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

1200003

06 MAI 2026

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N°-----/RNIT/MINFI/CIPM/2026 OF -----
----- FOR THE SELECTION OF A FIRM RESPONSIBLE FOR CONDUCTING THE TECHNICAL,
ACCOUNTING, AND FINANCIAL AUDIT FOR THE CENTER FOR VOCATIONAL TRAINING PROJECTS
(CFM) FOR THE YEARS 2025, 2026, 2027 AND CLOSURE**

1. Subject of the Call for Tender

As part of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance is launching, on behalf of C2D Pilotage, a Restricted National Call for Tender for the selection of a Firm responsible for carrying out the technical, accounting and financial audit for the Center for Vocational Training Projets (CFM) for the fiscal years 2025, 2026, 2027 and closure, with funding from the C2D Pilotage Convention.

This call for tender follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00016/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 of August 07, 2025, published on August 20, 2025 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The objectives of this audit are to enable the auditor to express a professional opinion on the following elements:

- the financial statements of the Project / Program give a faithful image, in all their significant aspects, of the expenditure actually incurred and the revenue actually received for the Project / Program during the period covered by the audit;
- the funds allocated to the Project / Program are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – List of findings and anomalies).
- the contracts were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and fairness
- the internal control system put in place and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the Project / Program objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit ;
- the contracts were executed in accordance with the technical specifications and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.

For the closing audit, the auditor must carry out the following tasks:

- Verify that the deadline for transferring grant funds to the dedicated account has been met, as well as the deadline for the last transfer request;
- Verify that the deadline for using grant funds from the project's dedicated account has been met, as well as the deadline for submitting the last payment requests – expenses paid after this date will be highlighted;
- Ensure that expenses paid during the closing period correspond to work and services delivered and accepted by the project prior to payment – expenses paid or incurred during the closing period

corresponding to work and services delivered and accepted after the deadline for using the funds will be highlighted;

- Verify that the project's receivables at the closing date are justified and whether arrangements have been made for their repayment as unused funds;
- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of these assets to the State (Government) in accordance with the public finance management rules applicable to projects financed by external Technical and Financial Partners;
- Verify that all project-related debts eligible for financing have been paid and substantiated/documentated;
- Verify that, after the deadline for utilizing the funds, arrangements have been made for the return of any unused funds from the dedicated account and the closure of the project's dedicated account;
- Verify that all commitments made by the project at the end of the period are stipulated in the financing agreements.

3. Exercice/division into lots

The services covered by this Call for Tender will be carried out for the financial years 2025, 2026, 2027 and closing.

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF.

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is fifty million (50,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all years to be audited (3 annual audits).

5. Estimated execution time frame

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for the execution of the services covered by this invitation to tender is sixty (60) working days for each of the year to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms selected below following the Notice of Call for Expression of Interest No. 00016/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 of August 07; 2025, for the above-mentioned services

N°	CONSULTANTS	ADDRESSES	TELEPHONE/FAX
1	AUDIT CONSEIL FORMATION	PO Box : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
2	ARC AUDIT & CONSULTING SARL	PO Box : 6297 Yaoundé-Cameroun	(237) 222 21 36 31 / (237) 699 90 97 59 / (237) 676 91 92 92
3	FORVIS MAZARS CAMEROUN S. A	PO Box : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
4	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	PO Box : 12628 Douala – Cameroun	654 188 968 / 682 838 665 / 657 946 901
5	SYNEX CONSULTING SARL	02 BP 8063 COTONOU – BENIN	+229 63400088 / 66266775

7. Financing

The services covered by this call for tenders are financed by C2D piloting competition funds dedicated to audits of the C2D Piloting Convention 2.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building neighbour WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.arnp.cm).

10 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of 50 000 (fifty thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

11 Submission of bids

Each bid, drafted in English or French.

The administrative offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Contract Service, Door 335, no later than-----at 1 p.m. and must be marked as follows:

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No.-----/RNIT/MINFI/CIPM/2026 OF -----
----- FOR THE SELECTION OF A FIRM RESPONSIBLE FOR CONDUCTING THE TECHNICAL,
ACCOUNTING, AND FINANCIAL AUDIT FOR THE CENTER FOR VOCATIONAL TRAINING PROJECTS (CFM)
FOR THE YEARS 2025, 2026, 2027 AND CLOSURE**

"To be opened only during the bid-opening session"

12 Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal.

In the case of a restricted invitation to bid (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the bidder shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the bid Board.

13 Opening of Bids

The opening of the bids is done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **29 JUN 2026** at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the bidders that obtained a qualificative technical minimum score of 80 shall be opened at _____ by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of bidders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

14 Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential.

14.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the sample financial offer;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing;
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.
- Absence of the Books of specific administrative clauses and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved".

14.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key condition used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer : 5 points;
- the proposed methodology in compliance with the TOR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 50 points;
- Solvency and financial capacity: 5 points.

N.B : Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

15 Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

16 Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

17 Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18 Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

Yaoundé, the 06 MAI 2026

The Minister of Finance,
Contracting Authority

Copies :

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.



Louis Paul MOTAZE